

John Kerry soutient et arme Daech.



Article rédigé par *Voltairenet*, le 19 janvier 2017

[Source : Voltairenet.org]

Le *New York Times* a publié le 30 septembre 2016 des extraits de l'enregistrement audio d'une conversation entre le secrétaire d'État, John Kerry, et des membres de « l'opposition » syrienne [1]. La conversation a eu lieu le 22 septembre 2016, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.

On l'y entend déplorer que le Congrès US refuse d'envoyer des hommes renverser la République arabe syrienne et conseiller aux opposants de se trouver une autre puissance militaire pour faire le travail à leur place et les porter au pouvoir.

Les extraits choisis par le *New York Times* laissaient comprendre que le département d'État ne pouvait plus soutenir la Coalition nationale de l'opposition et lui demandait de se tourner vers d'autres sponsors.

L'enregistrement complet de 36 minutes a été publié, le 1er janvier 2017, par *The Last Refuge* [2]. Il modifie totalement le sens de la conversation et atteste par conséquent que le choix des extraits initialement publiés par le *New York Times* visait en réalité non pas à accuser l'administration Obama, mais à la protéger.

Dans l'enregistrement complet, on entend le secrétaire d'État

- confirmer que le but stratégique de la guerre menée depuis 2011 par l'administration Obama contre la République arabe syrienne est de renverser le régime.
- confirmer que l'administration Obama espérait que Daesh serait en mesure de renverser à sa place la République arabe syrienne.
- confirmer que l'administration Obama a approvisionné Daesh en armes pour qu'il renverse la République arabe syrienne.

Cet enregistrement met fin au mythe de la prétendue révolution syrienne aussi bien qu'à celui de la lutte de l'Occident contre Daesh. Il permet de mieux comprendre les tensions au sein de l'administration Obama et la démission du général Michael Flynn. En droit international, le soutien à Daesh viole plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et constitue un crime contre l'Humanité.